

Question de Pierre GARZON relative au blocage du site de la Redoute au sein de la ZAC Campus Grand Parc

Monsieur le Préfet,

Votre rapport d'activité 2024 rappelle que l'État entend être « moteur d'un aménagement durable des territoires » (p. 41), « accélérateur des dynamiques d'innovation et du développement industriel » (p. 51), et partenaire des collectivités pour des projets structurants (p. 33). Or, force est de constater qu'en matière de développement de la ZAC Campus Grand Parc, l'État ne traduit pas dans les faits les priorités qu'il affiche.

Dans sa partie nord, la ZAC a déjà fait émerger des laboratoires, des logements, des commerces et une gare d'interconnexion du Grand Paris Express, donnant corps à l'ambition nationale d'attractivité et de rayonnement scientifique. Mais, au sud, le site stratégique de la Redoute demeure bloqué par l'inaction de la préfecture de région et par les attentes déraisonnables – selon les propres services de l'État – de Bercy.

La Ville de Villejuif, via son aménageur, a pourtant maintes fois réitéré son offre d'acquisition à hauteur de 6 à 7 millions d'euros après dépollution. Une proposition claire, solide, qui permettrait d'y planter le Paris Saclay Cancer Cluster et le Learning Center de l'Université Paris-Saclay, conformément au dossier d'appel à manifestation d'intérêt retenu par France Stratégie 2030 et aux besoins exprimés par la Faculté de médecine.

Dans le même temps, l'État dépense chaque année près de 500 000 euros pour un simple gardiennage. Depuis le début de ce mandat, ce sont déjà 2,5 millions d'euros gaspillés pour surveiller un vide, au détriment des chercheurs, des étudiants et des habitants qui attendent des équipements utiles. Cette gabegie est incompréhensible, alors même que le Président de la République a donné instruction d'« aller vite » et de mettre ce foncier au service de la recherche et de la santé.

Enfin, il est inacceptable, en termes de respect républicain des élus locaux, de constater qu'à ce jour jamais le préfet de région n'a rencontré la municipalité de Villejuif pour ouvrir le dialogue indispensable et constructif qui devrait accompagner un tel projet. **Où est le « soutien » exprimé pourtant par le nouveau Premier Ministre, M. Sébastien Lecornu, à l'ensemble des Maires de France dès sa nomination ?**

Dès lors, ma question est simple :

Comment justifier que l'État, malgré ses propres orientations, malgré l'offre financière répétée de la Ville et de son aménageur, et malgré les instructions présidentielles, continue à bloquer la cession de la Redoute, préférant dépenser des millions en gardiennage plutôt que d'investir dans l'avenir scientifique et universitaire de notre pays ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Pierre Garzon

Conseiller départemental – Canton de Villejuif